

## La fin du service public ?

*Comme ses prédécesseurs, le Président MACRON et son premier Ministre semblent avoir décidé que toute entreprise publique se doit d'être rentable, à l'instar des entreprises privées ... Un concept qui abandonne l'intérêt général, abandonne les populations et les territoires ruraux, en favorisant les grandes métropoles, que sont Toulouse et Montpellier, en Occitanie.*



A l'image des couloirs des **Hôpitaux**, encombrés de patients, parfois couchés sur les lits, attendant patiemment que leur tour vienne... C'est toute la représentation de ce que se sont vu imposer les hôpitaux en les poussant à être rentables.

Concept tout aussi étrange : la mise en place de règles surprenantes, comme celle de garder un patient un minimum de temps ou encore celle de supprimer des postes au nom de la rentabilité.

Dans un même temps, la **Sécurité Sociale** rembourse de moins en moins bien, obligeant les citoyens à se munir d'une assurance privée. Un message qui commence à bien passer, poussant la Sécu à se désengager de sa mission initiale.

La **Poste**, elle aussi, contraint ses salariés à accepter des conditions de travail humiliantes et ruineuses pour la population. Peu importe si les réorganisations de l'entreprise créent du stress, des burn-out, dépressions, voire des suicides. La politique de la Direction en vient même à surveiller le personnel, prête à le punir s'il est trop lent... Mais elle propose « en même temps » une aide (payante bien sûr) afin d'assister nos aînés.

C'est aujourd'hui la **SNCF** qui est dans le viseur du Gouvernement, lequel pointe du doigt le déficit financier de l'entreprise publique, tout en refusant de l'aborder dans sa réforme, et décide que l'entreprise doit être rentable en la privatisant pour faire face à une concurrence décidée par l'Europe.

**D'autres domaines publics sont menacés :**

**L'Energie** (ex EDF-GDF) qui se retrouve sur un marché concurrentiel en étant partiellement privatisé par la volonté des anciens Gouvernements... avec des conséquences graves sur la tarification aux usagers et à l'égalité de traitement, tant dans la distribution que sur l'information.

**Les collectivités Publiques Territoriales**, où l'égalité de traitement est mise à mal, avec plus de servitude pour servir moins de services à la population, abandonnant des quartiers ou des infrastructures au bon vouloir d'entreprises privées.

Cerise sur le gâteau, MACRON s'en est pris récemment à un autre Service Public, **l'Audio-visuel**, affirmant qu'il était « la honte de la république »... S'agirait-il de mettre un coup de règle sur les derniers médias qui sont fiers de leur indépendance et de diffuser de la Vraie Info ???



**Ce sont toutes ces institutions sociales que Macron semble décidé à déconstruire, à coup d'ordonnances, de passage en force et de déni de démocratie, assurant que tout ça sera précédé par « des concertations »... Mais qui peut le croire ?**

# ZOOM SUR NOTRE TERRITOIRE AUDOIS en quelques exemples...



## HOPITAL, SANTE... toujours plus vite !!!

« Nous sommes sans arrêt en train de courir dans les services, d'un patient à l'autre, de sorte qu'ils ne soient plus considérés comme des patients mais des clients. Ce sont des « maillons » sur notre chaîne de travail » Les contraintes de rythmes liées aux objectifs irréalistes ou flous, aux normes de qualité à respecter, à la polyvalence, aux responsabilités accrues, traduisent un climat de mécontentement chez les salariés, tout à fait légitime.

Le temps de travail, avec ses horaires atypiques (travail de nuit, de soir, de WE), l'obligation d'heures supplémentaires non choisies, la présence au poste malgré la fatigue par le manque de personnel suffisant ne font qu'en rajouter sur un Service Public bien mis à mal. La tarification à



l'acte et le groupement hospitalier en territoire qui ne vont qu'exacerber la polyvalence sur une plus grande échelle, ne peuvent correspondre aux besoins de la population.

**Groupements hospitalier de territoire à l'heure actuelle : Carcassonne, Castelnaudary, Limoux-Quillan, et Narbonne, Perpignan, Prades, Port La Nouvelle, Lézignan-Corbières.**



## POSTE ... profit maximum !!!

S'il est vrai qu'il y a un déficit évident en ce qui concerne le courrier, depuis que le net a permis une autre forme de communication, il n'en reste pas moins que l'expédition de colis progresse, et pourtant, la Poste change de visage, elle devient une banque. Elle adopte une stratégie basée sur la rentabilité, la performance, bien loin de l'idée de départ qui était tout simplement de « rendre service ». **Sur le département : en 2010, 170 bureaux de poste, en 2018, plus que 87 !**



## L'ENERGIE ... l'eau, et le gaz sont des biens Vitaux !!!

En un peu plus de 10 ans, la situation de l'emploi dans notre département a subi une forte érosion. Des fermetures de sites : Axat, Limoux, Lézignan, Sigean, Bram, mais également l'ancien centre de distribution de Carcassonne et de ses services généraux.

Une situation, qui au-delà de l'amenuisement du nombre de salariés a surtout fait perdre de la capacité technique à intervenir et à solutionner les besoins des usagers. Bien sûr, les représentants des employeurs se veulent rassurant, mais comment ne pas s'insurger face à un effectif divisé pratiquement par deux sur 10 ans ! Et si demain la politique libérale que nous imposent les gouvernements successifs se généralise, nos emplois Audois seront-ils garantis ?

La population est également sévèrement touchée par ces réformes, car ce sont les accueils fermés au public (Carcassonne et Narbonne), de la proximité en moins et des garanties d'un service et d'une sécurité optimum qui s'éloignent petit à petit...

**Sur l'Aude c'est en 10 ans, 300 emplois supprimés, et un passage de 11 sites de production à seulement 4 !**



## Injustices devant l'impôt !

**En 15 ans, 38 000 suppressions d'emplois aux finances publiques ( dont 180 dans l'Aude) ont fortement dégradé la qualité du service public fiscal, foncier et comptable. La qualité des bases de calcul des impôts des particuliers a baissé.**

Les erreurs sont nombreuses, alors que les tâches sont faites trop rapidement et que les agents toujours moins nombreux (pour plus de foyers fiscaux !) sont dans le rouge. Les délais de réponse se rallongent, etc...

**Neuf trésoreries ont été fermées dans l'Aude depuis 2013 dont Couiza et Capendu en 2018. Le service de l'enregistrement (pour les successions) a été supprimé à Narbonne, et transféré à Carcassonne. Bientôt le service de publicité foncière (où l'on dépose notamment les actes notariés) sera lui aussi supprimé.**

D'autres trésoreries sont dans le collimateur. Avec « Cap 2022 », nos directeurs locaux nous promettent un triplement des suppressions d'emploi ! Ils éloignent les services publics et veulent remplacer l'accueil physique par le tout numérique obligatoire (**une amende est prévue pour ceux qui ne déposeront pas par internet !**). Leur modèle sont des pays où plus aucun accueil physique n'est possible. Des plateformes à distance payantes sont déjà mises en place (elles rapportent déjà 10 000 euros par jour d'après France 2 (« l'oeil du 20h ») et vont être généralisées. **A l'injustice fiscale se rajoute l'injustice de l'accès aux nouvelles technologies !** Le « prélèvement à la source » va tout compliquer !

**Nous revendiquons un service public de proximité (les nouvelles technologies ne doivent pas être une obligation sanctionnée et les plate-formes doivent être un « plus » gratuit), et une réforme fiscale pour un impôt plus juste, qui taxe moins les couches populaires et davantage le capital et les fortunes.**



## EDUCATION

Suppressions de postes, fermetures de classes en zone rurale, fin du baccalauréat comme diplôme national, sélection pour l'entrée à l'université. Toutes ces réformes vont dans le même sens : casser le service public d'éducation de la maternelle à

l'enseignement supérieur. **Face à cela la CGT**

**Educ'Action a des propositions concrètes pour un autre modèle d'école : une scolarité obligatoire de 3 à 18 ans, la valorisation de la voie professionnelle sous statut scolaire, un enseignement en groupes réduits ( par exemple pas plus de 20 élèves par classe au collège, 15 en zone d'éducation prioritaire, 24 élèves maximum par classe au lycée). Tout cela pour permettre la réelle émancipation et l'épanouissement de chaque enfant dans sa spécificité. C'est tout l'inverse que propose le gouvernement : **Rentrée 2018 : 26000 élèves en plus, 2600 emplois en moins !****



**CHEMINOTS : pour une amélioration du Service Public Ferroviaire de transport, de marchandises et de voyageurs !!!**

En 10 ans, ce ne sont pas moins de 350 emplois qui ont été supprimés par la Direction de la SNCF sur notre territoire.

Réduction des horaires d'ouverture des gares et des guichets, qui ne répondent pas aux besoins des usagers.

Cette logique de rentabilité attaque directement l'offre ferroviaire :

- suppression de TER, abandon de desserte des Trains de Nuit et Auto-Trains à Narbonne.
- L'accessibilité et la modernisation des gares mises à mal, favorisant le report à d'autres modes de transport comme la voiture.
- Le transport de marchandise, (Fret SNCF) sacrifié volontairement et reporté sur les routes, augmentant les dangers sur les enjeux environnementaux.

La réforme de la SNCF vient amplifier la dégradation de l'organisation complexe du système ferroviaire, qui doit obligatoirement passer par des négociations, notamment sur la dette et le financement du ferroviaire.

**Plus de véhicules sur les routes, moins de trains marchandises et voyageurs :**

**Est-ce cela que nous voulons ?**

**Comment un système ferroviaire, endetté par des choix politiques, peut-il fonctionner correctement ?**

**En quoi la mise en concurrence améliorera-t-elle le mode ferroviaire, avec la notion de rentabilité ?**





Sur le site de Carcassonne, la gare est laissée à l'abandon. Suite au cloisonnement par activité, le parking des agents et des usagers ressemble à une « décharge », ou à une « casse auto » suivant les jours... Les bâtiments annexes tombent en ruine. **Les guichets sont fermés les dimanches et jours de fêtes.**

Pour la ligne de Quillan, le tronçon Limoux - Quillan vient de fermer, soit 30 kilomètres sur les 54. Pour le reste de la ligne qui vient d'être rénovée, au passage, la direction va fermer la brigade « voie de Limoux », soit 4 emplois. Tous ces problèmes sont le résultat de la casse du service public ferroviaire de notre direction SNCF.

La CGT demande que le projet de la gare multimodale de Carcassonne voit le jour, pour :

- assurer un service public ferroviaire de qualité, avec des cheminots dans les gares, du premier au dernier train,

- des parkings sécurisés pour les usagers et les cheminots ainsi que l'accessibilité pour les Personnes à mobilité réduite.
- regrouper les transports doux comme les piétons et les cyclistes d'une part, et les automobilistes et les bus d'autre part.

C' est une exigence pour obtenir un service public adapté à notre époque.



**UN SERVICE PUBLIC** est une activité exercée directement par l'autorité publique (Etat, collectivité territoriale ou locale) ou sous son contrôle, dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général.

**Le service public est-il utile ?**

Il contribue au développement économique d'un territoire. Il répond aux droits fondamentaux : éducation, formation, santé, emploi décent, justice, sécurité, logement, transports, énergie, eau, information, culture et communication.

**Fonctionnaires : Pourquoi un statut ?**

- Il est instauré le 19 octobre 1946 à l'initiative du ministre communiste Maurice THOREZ, pour répondre aux dysfonctionnements créés par le gouvernement collaborationniste de Pétain.
- Il est garant d'un service public impartial.
- Il protège les fonctionnaires de l'arbitraire et évite l'instrumentalisation de l'administration par un pouvoir politique quelconque.

**Le SERVICE PUBLIC, notre BIEN COMMUN ! DEFENDONS LE dans toutes les initiatives CGT ! prochain RDV 19 AVRIL en grève et manifestations**

## Je me syndique à la CGT

A retourner à un militant CGT ou envoyer à :

- Union locale CGT Carcassonne, Bourse du travail, 15 rue Voltaire, 11000

CARCASSONNE , 04 68 11 20 80

- Union locale CGT Narbonne : Bourse du travail, Bld

Léon Augé, 11110 NARBONNE , 04 68 32 04 10

Nom :

Prénom :

Adresse :

